

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

42^e colloque organisé par la Commission de droit social du SAF

ORDONNANCES MACRON LIBERTÉ CONTRACTUELLE : EL DORADO OU FAR WEST ?

Hélène Masse-Dessen : Introduction générale : donner les outils de la riposte.

Marie-Laure Morin : Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective.

Dominique Méda : Code du travail et chômage : genèse d'une mise en accusation.

Pascal Lokiec : Hiérarchie des normes et négociation : le pari de la confiance

Amine Ghenim : Rupture conventionnelle collective et révision des règles du licenciement : la fin du licenciement pour motif économique ?

Judith Krivine : « Les Dalton dans le blizzard » - Des instances élues entravées ?

Jean-Vincent Koster : Le co-financement de l'expertise : une entrave aux instances élues ?

Patrick Henriot : Le juge privé de sentences ?

Patrice Adam : La ruée vers l'or(dre néolibéral), Sur un western juridique moderne...

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Importance de la preuve statistique en matière de discrimination : illustration dans le cas d'un refus de promotion.

Cour d'appel de Colmar (Ch. Soc.) 28 septembre 2017 – Note Slim Ben Achour (p.182)

Accident d'un travailleur détaché : le non-respect des mesures préventives de sécurité et des règles du détachement transnational peuvent caractériser l'homicide involontaire.

Cour d'appel de Colmar (Ch. Corr.) 20 septembre 2017 – Note Caroline Declair (p.188)



MARS 2018

42^e colloque organisé par la Commission de droit social du SAF
2 décembre 2017

ORDONNANCES MACRON
LIBERTÉ CONTRACTUELLE : EL DORADO OU FAR WEST ?

Introduction générale : donner les outils de la riposte par Hélène Masse-Dessen , Avocate honoraire au Conseil d'État et à la Cour de cassation	117
Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective par Marie-Laure Morin , ancienne Directrice de recherche au CNRS, ancienne Conseillère à la Cour de cassation	118
Code du travail et chômage : genèse d'une mise en accusation par Dominique Méda , Professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine (Irisso/ Dauphine/ PSL).....	132
Hiérarchie des normes et négociation : le pari de la confiance par Pascal Lokiec , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris-1).....	142
Rupture conventionnelle collective et révision des règles du licenciement : la fin du licenciement pour motif économique ? par Amine Ghenim , Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis.....	145
« Les Dalton dans le blizzard » - Des instances élues entravées ? par Judith Krivine , Avocate au Barreau de Paris	151
Le co-financement de l'expertise : une entrave aux instances élues ? par Jean-Vincent Koster , Expert auprès des CHSCT	157
Le juge privé de sentences ? par Patrick Henriot , magistrat honoraire.....	160
La ruée vers l'or(dre néolibéral) Sur un western juridique moderne... par Patrice Adam , Professeur à l'Université de Lorraine.....	170

Jurisprudence

DISCRIMINATION – Discrimination à l'emploi ou à la promotion liée à l'origine étrangère, à la religion ou à l'origine sociale – Preuve – Recours aux statistiques d'embauche – Éléments pris dans leur ensemble et leur convergence laissant supposer une discrimination (oui) – Attribution du poste demandé et réparation des préjudices financiers et moraux.

COUR D'APPEL DE COLMAR (Ch. Soc.) 28 septembre 2017 (n° 17/1501)	182
Note Slim Ben Achour , Avocat au Barreau de Paris	186

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Salarié victime d'un accident du travail lors d'une intervention effectuée dans le cadre d'un détachement transnational – Manquement du donneur d'ordre à l'obligation de déclarer à l'entreprise utilisatrice les noms et références de ses sous-traitants avant le démarrage des travaux – Non-observation de cette mesure préventive de sécurité constituant un élément de causalité indirect ayant permis la survenance de l'accident (oui) – Homicide involontaire (oui).

COUR D'APPEL DE COLMAR (Ch. Corr.) 20 septembre 2017 (RG n° 17/00.782)	188
Note Caroline Declair , Directrice adjointe du travail	191

INAPTITUDE – Inaptitude consécutive à une maladie ou un accident non professionnel –Licenciement sans cause réelle et sérieuse du fait du manquement de l'employeur à son obligation de reclassement – Droit à l'indemnité compensatrice de préavis (oui).

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 7 décembre 2017, pourvoi (p. n°16-22.276, Publié)	193
Note Jérémie Jardonnet , Avocat au Barreau de Paris	193

BULLETIN D'ABONNEMENT

(annuel, 12 numéros)

Nom : Prénom :

Profession ou fonctions (facultatif) :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - Case 432 - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement,

adresser les propositions de contribution, la jurisprudence :

de préférence par mail : droitouvrier@cgt.fr,

à défaut : Secteur DLAJ Droit Ouvrier 263 rue de Paris, 93516 MONTREUIL CEDEX

Tél.: 01 55 82 82 11